



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
et de la Mer**
Service des Procédures Environnementales

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Arrêté

**préfectoral complémentaire relatif à l'autorisation d'occupation temporaire des sols sur le site dépôt de
déchets de la SN Challenger au « Bois de l'Eglise »
sur la commune LANTON**

Le Préfet de Gironde,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, L. 556-3 ;

Vu le Code de justice administrative, notamment son article R. 532-1 ;

Vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le dépôt SN Challenger sur le site « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 2022 portant occupation temporaire des sols sur le site dépôt SN Challenger au « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du **09 SEP. 2024** complétant l'arrêté préfectoral du 11 mars 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le dépôt SN Challenger sur le site « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

Vu les plans et l'arrêté préfectoral complémentaire de travaux d'office susvisé annexés ;

Vu la demande de l'ADEME de prolonger la durée d'occupation des sols dont la fin était prévue le **11 septembre 2024**, par mail du 19 juin 2024 ;

Vu le dossier «Diagnostic écologique et expertise biodiversité concernant les travaux de confinement d'un dépôt de DIB sur le site CHALLENGER à Lanton (33) » transmis par l'ADEME par mail à la DREAL le 30 juillet 2024

Vu le courrier du 9 août 2024 de la DREAL indiquant que l'intervention de l'ADEME telle que présentée dans le dossier sus-cité ne nécessite pas le dépôt d'une demande de dérogation à la protection stricte des espèces visées au L. 411-1 du code de l'environnement.

Vu le rapport de l'inspection du 14 août 2024 ;

Considérant la présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, sur les parcelles, constatée par un écologue en juin 2023 ;

Considérant l'obligation pour l'Agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que pour les prestataires mandatés par cet organisme, de respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux espèces protégées, et en cas d'impact résiduel et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, d'obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant démarrage des travaux ;

Considérant que cette obligation impacte le planning des travaux d'office confiés à l'ADEME par arrêté préfectoral du 11 mars 2022 et qu'il convient donc d'allonger la durée d'occupation des sols par l'ADEME et donc de compléter l'arrêté préfectoral du 11 mars 2022 portant occupation temporaire sur le site « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Gironde,

Arrête :

Article 1^{er}

Le contenu de l'article 1er de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est complété comme suit :

« L'autorisation d'occupation temporaire est prolongée d'une durée de 24 mois, la portant ainsi au total à 54 mois. Les opérations que la réalisation de ces travaux rend indispensables doivent demeurer conformes à la réglementation relative aux espèces protégées. »

Article 2

Le contenu de l'article 2 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est remplacé par :

« Interdiction de perturber l'exécution des prestations »

Les propriétaires ou locataires des parcelles doivent suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des opérations mentionnées par l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé. »

Article 3

Le contenu de l'article 3 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est remplacé par :

« Prévention et règlement des dommages »

Des états des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sont établis en présence des propriétaires des terrains ou de leurs représentants et de l'ADEME.

À l'issue des opérations mentionnées dans l'arrêté préfectoral de travaux d'office susvisé, conformément à la loi du 29 décembre 1892 susvisée, tout dommage causé à la propriété en raison de l'exécution des opérations peut être pris en charge par l'ADEME.

À défaut d'entente amiable, leur montant est fixé par le tribunal administratif compétent. »

Article 4

L'article 4 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est supprimé.

Article 5

Le contenu de l'article 5 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est remplacé par :
« Péremption de la décision »

La présente autorisation est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'application. »

Article 6

Le contenu de l'article 6 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est remplacé par :
« Publicité et notification »

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Le présent arrêté fait l'objet d'un affichage à l'adresse du site. Il est également affiché pendant un mois en mairie par les soins de Mme la maire de Lanton.

Le présent arrêté est notifié à l'ADEME, et aux propriétaires et locataires éventuels des parcelles au propriétaire foncier, la mairie de Lanton. »

Article 7

Le contenu de l'article 7 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est remplacé par :
« Voies et délais de recours »

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture de Gironde ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérécours citoyens, accessible par le site Internet www.telerecours.fr. »

Article 8

Le contenu de l'article 8 de l'arrêté d'occupation temporaire du 11 mars 2022 est remplacé par :

« Modalités d'exécution »

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde,
- M. le Sous-préfet de d'Arcachon,
- Monsieur le Président de la COBAN,
- Madame la Maire de Lanton,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution. Chacun des responsables chargés de l'exécution des prestations doit être muni d'une copie du présent arrêté qu'il est tenu de présenter à toute réquisition. »

Bordeaux, le **9 SEP 2024**
Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale
Le préfet
Aurore Le BONNEC

ANNEXES

**Plan de localisation et plan parcellaire
Arrêté préfectoral de Travaux d'office**



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
et de la Mer**
Service des Procédures Environnementales

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Arrêté

**préfectoral complémentaire à l'arrêté du 11 mars 2022 chargeant l'Agence de la transition écologique (ADEME)
de la réalisation de travaux d'office pour la mise en sécurité du site Dépôt de déchets de la SN Challenger au
« Bois de l'Eglise » sur la commune de LANTON**

Le Préfet de Gironde,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L.511-1, L. 556-3 et R. 512-75-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le dépôt SN Challenger sur le site « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 2022 portant occupation temporaire des sols sur le site dépôt SN Challenger au « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton ;

Vu la demande de l'ADEME de prolonger la durée d'occupation des sols dont la fin était prévue le 11 septembre 2024, par mail du 19 juin 2024 ;

Vu le dossier « Diagnostic écologique et expertise biodiversité concernant les travaux de confinement d'un dépôt de DIB sur le site CHALLENGER à Lanton (33) » transmis par l'ADEME par mail à la DREAL le 30 juillet 2024 ;

Vu le courrier du 9 août 2024 de la DREAL indiquant que l'intervention de l'ADEME telle que présentée dans le dossier sus-cité ne nécessite pas le dépôt d'une demande de dérogation à la protection stricte des espèces visées au L. 411-1 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection du 14 août 2024 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral en date du 11 mars 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office, sus-cité, faite au propriétaire par courrier électronique avec accusé réception du 20 août 2024, l'informant de la possibilité de présenter ses observations dans un délai de 7 jours ;

Vu la réponse formulée par le propriétaire par courrier électronique en date du 27 août 2024 indiquant l'absence d'observations, dans le délai indiqué lors de la transmission du projet d'arrêté préfectoral ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 09 SEP. 2024 complétant l'arrêté préfectoral du 11 mars 2022 portant occupation temporaire des sols sur le site dépôt SN Challenger au « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton ;

Considérant l'obligation pour l'Agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que pour les prestataires mandatés par cet organisme, de respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux espèces protégées, et en cas d'impact résiduel et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, d'obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant démarrage des travaux ;

Considérant la présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, sur les parcelles, constatée par un écologue mandaté par l'ADEME en juin 2023 ;

Considérant que cette présence et les obligations réglementaires sus-citées impactent le planning et les modalités des travaux d'office confiés à l'ADEME par arrêté préfectoral du 11 mars 2022, qu'il convient donc de compléter l'arrêté préfectoral du 11 mars 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le dépôt SN Challenger sur le site « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Gironde,

Arrête

Article 1 : Exécution des Travaux d'office

Le contenu de l'article 1^{er} de l'arrêté de travaux d'office du 11 mars 2022 prescrivant l'exécution de travaux d'office sur le dépôt de déchets de la SN Challenger sur le site « Bois de l'Eglise » sur la commune de Lanton et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de la transition écologique (ADEME) est remplacé par :

« Il est procédé à l'exécution des travaux suivants, aux frais des personnes physiques et morales responsables du dépôt de déchets abandonnés sur l'ancien site SN Challenger, sis sur le territoire de la commune de Lanton à l'adresse suivante « Bois de l'Eglise », responsable des déchets :

- confinement sur site de l'ensemble des déchets présentant un risque d'incendie du dépôt SN CHALLENGER, en utilisant les terres de l'ancienne décharge communale de Lanton (33 138) à l'issue d'opérations de criblage, permettant de supprimer le risque incendie
- Les opérations que la réalisation de ces travaux rend indispensables doivent demeurer conformes à la réglementation relative aux espèces protégées. »

Article 2 : Publicité

Le présent arrêté sera publié et affiché au moins dix jours avant le commencement des opérations, à la diligence de Mme le Maire de Lanton qui adressera à la Préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et aux frais de l'ADEME.

Article 3 :

Modalités d'exécution

Une copie du présent arrêté est adressée à :

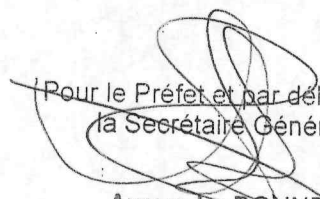
- Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de Gironde,
- M. le Sous-préfet de d'Arcachon,
- M. le Président de la COBAN,

- Mme la Maire de Lanton,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution. Chacun des responsables chargés de l'exécution des prestations doit être muni d'une copie du présent arrêté qu'il est tenu de présenter à toute réquisition.

Bordeaux, le - 9 SEP. 2024

Le Préfet


Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale
Aurore Le BONNEC

ANNEXE
Plan de localisation et plan parcellaire

geoportail

Cadastre Challenger





